

DELIBERATION DU COMITE SYNDICAL

Séance du 23/06/2023 à 14h30

Nombre de délégués en exercice : 34

Nombre de présents : 18

Nombre de votants : 23

Quorum : 18

Le Comité syndical a été convoqué le : 07/06/2023

L'affichage de la convocation a été effectué le : 07/06/2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-trois du mois de juin à quatorze heures et trente minutes, le Comité syndical du Syndicat mixte de la Charente aval, régulièrement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Alain BURNET, Président.

Titulaires présents :

M. ALBRECHT Sylvain, M. BARREAU Sylvain, Mme BERNARD Micheline, M. BESSAGUET Bruno, M. BRUNETEAU Frédéric, M. BURNET Alain, M. CHATEAUGIRON Bernard, M. DE MINIAC Daniel, M. GILARDEAU Jean-Marie, M. JOBIN Emmanuel, M. KRABAL Guillaume, Mme LOUASSIER Nadège, M. MICHAUD Jacky, M. PETIT Jean-Marie, M. PORTRON Didier, M. ROUYER Denis, Mme SUBRA Chantal.

Suppléants présents :

Mme VERNON Christine.

Absents :

M. BELLU Alain, M. DEMESTER Vincent, M. DUBOIS Richard, M. DURIEUX Michel, M. EHLINGER François, M. GARCIA Walter, M. PAPINEAU Joël, M. PUYON Alain, M. RAFFÉ David, M. ROBLIN Didier, M. ROUSSEAU Jean-Yves, M. STAUDER Jean-Denis.

Pouvoirs :

Mme BALLOTEAU Claude (pouvoir à M. PETIT Jean-Marie), M. CHATELIER Jean-Michel (pouvoir à M. BARREAU Sylvain), M. COCHE-DEQUEANT Olivier (pouvoir à M. BASSAGUET Bruno), M. JAULIN Jacques (pouvoir à M. BURNET Alain), M. MIMOL Jean-Claude (pouvoir à M. DE MINIAC Daniel).

Secrétaire de séance :

M. ROUYER Denis est désigné à l'unanimité pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, ce qu'il accepte.

Objet de la délibération : PPG marais nord de Rochefort - étude préalable

(suffrages exprimés : 23 / pour : 23 / contre : 0 / abstentions : 0)

Rapporteur M. Bruno BESSAGUET

Le Vice-Président expose au Comité syndical que, préalablement à la mise en œuvre d'un Programme pluriannuel de gestion (PPG) sur le territoire des marais nord de Rochefort, une étude doit être menée.

Le coût estimatif est de 240 000 € TTC.

Le Vice-Président informe le Comité syndical que divers partenaires financiers peuvent être sollicités :

	Taux	Montant
Etude préalable PPG marais nord de Rochefort TTC		240 000 €
Etude préalable PPG marais nord de Rochefort HT		200 000 €
Subvention AEAG	50,00%*	100 000 €
Subvention CD17	28,33%**	68 000 €
Subvention RNA	10,00%**	24 000 €
Sous-total subventions	80,00%**	192 000 €
Reste à charge du SMCA	20,00%**	48 000 €

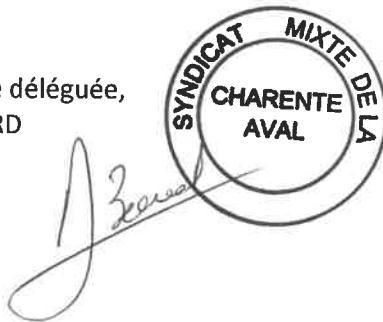
* base HT

** base TTC

Après délibération le Comité syndical :

- valide l'étude préalable à la mise en œuvre d'un PPG sur le territoire des marais nord de Rochefort,
- approuve le plan de financement comme indiqué ci-dessus,
- autorise le Président à solliciter l'aide financière de l'Agence de l'eau Adour-Garonne,
- précise que le SMCA ne récupère pas la TVA sur cette opération,
- de ce fait, autorise le Président à solliciter l'aide financière du Département de la Charente-Maritime sur la base des dépenses prévisionnelles TTC,
- de ce fait, autorise le Président à solliciter l'aide financière de la Région Nouvelle-Aquitaine sur la base des dépenses prévisionnelles TTC,
- autorise le Président à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Le Président,
Alain BURNET
Pour le Président,
La Vice-Présidente déléguée,
Micheline BERNARD



Le Secrétaire de séance,
Denis ROUYER

A handwritten signature in blue ink.

Transmis au contrôle de légalité le : 26/06/2023

Sous le n° : 017-200086031-20230623-n°2606202304-DE

Mis en ligne le :

Recours gracieux ou recours contentieux : à effectuer dans un délai de 2 mois à compter de la notification des actes individuels ou collectifs ou de la publication des actes réglementaires. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse de l'autorité signataire. L'absence de réponse à l'issue de 2 mois vaudra refus implicite et fera à nouveau courir le délai de recours contentieux. Le recours contentieux peut être directement adressé au Tribunal Administratif de Poitiers.